

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Secrétariat Général
5, avenue Henry Le Chatelier
91120 – Palaiseau

Objet de la consultation :
ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DE L'ENSAI

Marché public de services passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1
et suivants du code de la commande publique

référence à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-FCS

Référence de publication : ENSAI2025-P02

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
2.1 OBJET DU MARCHÉ ET LIEU D'EXÉCUTION	4
2.2 FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3. MONTANT DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 6. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
6.1 PIÈCES GÉNÉRALES	5
6.2 PIÈCES PARTICULIÈRES	5
6.3 PLANNING D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 7. VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION.....	5
ARTICLE 8. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION.....	6
ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
9.1 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	6
9.2 MODIFICATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE OU JURIDIQUE DU TITULAIRE.....	7
ARTICLE 10. PRIX DU MARCHÉ	7
10.1 TYPES DE PRIX	7
10.2 FORME DES PRIX	7
10.3 RÉVISION DES PRIX.....	7
10.4 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	7
10.5 CONTENU DES PRIX	8
10.6 AVANCE	8
10.7 ACOMPTES	8
ARTICLE 11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	8
11.1 RÈGLEMENT DES PRESTATIONS.....	8
11.2 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
11.3 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	9
ARTICLE 12. NANTISSEMENT.....	10
ARTICLE 13. PÉNALITÉS	10
ARTICLE 14. JUSTIFICATIFS À PRODUIRE PAR LE TITULAIRE.....	11
14.1 ASSURANCE	11
14.2 ATTESTATIONS DE RÉGULARITÉ FISCALES ET SOCIALES.....	11
ARTICLE 15. SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 16. RÉSILIATION	12
16.1 CONDITIONS DE RÉSILIATION	12

16.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	12
ARTICLE 17. RÈGLEMENT DES LITIGES	12
ARTICLE 18. DÉROGATIONS AU CCAG	12
ARTICLE 19. CLAUSES TECHNIQUES.....	13
19.1 OBLIGATIONS	13
19.2 ORGANISATION DES PRESTATIONS.....	13
19.3 MODALITÉS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
19.4 DISPOSITIONS DIVERSES	17

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Groupe des Écoles Nationales d'Économie et Statistique (GENES) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) régi par le décret n° 2010-1670 du 28 décembre 2010.

Il rassemble plusieurs entités assurant des activités de formation initiale, de recherche et de formation continue.

Le GENES est composé :

- de deux grandes écoles :
 - o l'ENSAE Paris à Palaiseau (91)
 - o l'ENSAI à Bruz (35) ;
- d'un centre de recherche en économie et statistique : le CREST (unité mixte de recherche GENES-CNRS-École polytechnique) à Palaiseau ;
- d'un centre de formation continue : ENSAE-ENSAI formation continue à Issy-les-Moulineaux (92) et Palaiseau ;
- d'un secrétariat général à Palaiseau (91).

ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 OBJET DU MARCHÉ ET LIEU D'EXÉCUTION

Le présent marché a pour objet l'Entretien des espaces verts de l'ENSAI.

Dans le détail, est attendu la tenue en parfait état de l'ensemble des espaces verts de l'Ecole Nationale Statistique et de l'Analyse de l'Information.

L'entretien de ces espaces tel que spécifié au sein de ce cahier des clauses particulières est qualifié d'écologique et différencié.

Ses objectifs sont :

- la qualité paysagère de l'ensemble des espaces verts de l'ENSAI,
- la préservation de l'environnement et la restauration de la biodiversité,
- la préservation des eaux souterraines.

La description des prestations forfaitaires est détaillée dans le CCP ci-après, à l'article 19.

Les prestations auront lieu dans les locaux de l'ENSAI situé à BRUZ au 51 rue Blaise Pascal Campus de Ker Lann.

2.2 FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé en application des dispositions des articles R.2123-1 et suivants du code de la commande publique, sous la forme d'un marché simple.

ARTICLE 3. MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du marché est fixé à la somme indiquée à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ

Sous réserve des cas de résiliation prévus, les prestations seront exécutées à compter du **1^{er} août 2025**, pour une durée ferme de 24 mois, renouvelable 2 fois au maximum pour une période de 12 mois, sans que sa durée globale puisse excéder 48 mois.

La reconduction est tacite. Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Le cas échéant, la décision de ne pas reconduire le marché est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, au titulaire, dans les trois (3) mois précédant la date d'échéance.

ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 6. PIÈCES CONTRACTUELLES

6.1 PIÈCES GÉNÉRALES

Le présent marché est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (FCS) - Arrêté du 30 mars 2021.

6.2 PIÈCES PARTICULIÈRES

Le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- le présent CCP ;
- l'offre technique et financière du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus

Toute clause portée dans le(s) catalogues, tarifs(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

6.3 PLANNING D'EXÉCUTION

Un mois après la date de notification, le Titulaire fournit un planning des interventions à l'Ensai qui pourra en demander l'ajustement en fonction des manifestations ou événements éventuels programmés par lui-même.

ARTICLE 7. VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence.

Les modifications seront formalisées par voie d'avenant au marché initial.

Les modifications du marché seront passées dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

En particulier, le marché pourra être suspendu ou modifié totalement ou partiellement en cas de force majeure ou de survenue d'un événement imprévisible. Constitue un événement imprévisible, notamment la fermeture totale ou partielle du site du Genes.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de se comporter en conseiller loyal vis-à-vis du Genes et s'oblige à faire preuve du soin et de la diligence appropriés dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché, conformément aux règles de l'art de la profession.

Le titulaire est, à ce titre, astreint à un devoir de conseil renforcé auprès du Genes.

Il assume en tant que professionnel une obligation d'information, de conseil et de mise en garde ; il s'engage à mettre en œuvre toutes ses compétences et ses connaissances techniques en vue de la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à :

- communiquer au Genes toute information dont il aurait connaissance et qui pourrait influencer sur l'exécution de ses prestations ;
- demander au Genes tout renseignement ou information qu'il jugerait nécessaire à l'exécution de ses prestations ;
- notifier au Genes par écrit dès qu'il en aura connaissance tout élément, événement, acte susceptible d'affecter la bonne réalisation de ses prestations.

Le titulaire sera notamment tenu pour responsable de toute faute due à une erreur ou à une négligence de sa part dans l'exécution des prestations qui lui auront été confiées.

9.1 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur les sinistres ayant leur origine dans le matériel ou les produits qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

Le titulaire garantit de toute action en responsabilité pour tous dommages ou préjudices causés par les biens ou les préposés du titulaire.

En cas de groupement ou de sous-traitance, le mandataire du groupement vis-à-vis des membres du groupement, ou le titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants est solidaire dans le cadre de la réparation des dommages tels que définis au présent CCP.

9.2 MODIFICATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE OU JURIDIQUE DU TITULAIRE

Le titulaire notifie sans délai au pouvoir adjudicateur par voie électronique des modifications qui concernent : sa raison sociale ou sa dénomination (nouveau nom ou statut de l'entreprise), son adresse ou son siège social, ses coordonnées bancaires en transmettant son nouveau RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement au pouvoir adjudicateur avant toute nouvelle facturation. Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

ARTICLE 10. PRIX DU MARCHÉ

10.1 TYPES DE PRIX

L'unité monétaire est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

10.2 FORME DES PRIX

Les prix sont forfaitaires, définitifs pour une durée de 24 mois, puis révisables annuellement.

10.3 RÉVISION DES PRIX

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec AR, ou par e-mail avec AR à l'adresse mail marches-genes@groupe-genes.fr, sa demande de révision avec un préavis de 2 mois avant la date anniversaire du marché, pour validation.

Les prix sont révisés par référence à la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} \times (I_n / I_{n-1})$$

Dans laquelle :

- P_n = nouveau prix ajusté
- P_{n-1} = prix précédent
- I_n = le dernier indice définitif publié un mois avant la date d'effet de la révision.
- I_{n-1} = le dernier indice définitif publié à la date limite de remise des offres s'agissant de la première révision, ou l'indice définitif utilisé pour la précédente révision.

Indice utilisé :

- Index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 - Identifiant INSEE « 001711017 ».

L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

En l'absence de demande de révision, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer celle-ci en transmettant au titulaire les nouveaux prix ajustés. Dans le cas contraire, les prix de l'année en cours restent applicables l'année suivante.

10.4 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois en cours à la date de remise d'offre, appelé « mois zéro ».

10.5 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché s'entendent hors TVA. Ils tiennent compte de toutes les obligations résultant des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés à l'article 6 du présent CCP.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

10.6 AVANCE

Le présent marché ne donne pas droit au versement d'une avance conformément aux dispositions des articles R.2191-3 et R.2191-15 du code de la commande publique.

10.7 ACOMPTES

Les sommes seront réglées par acomptes successifs trimestriels à terme échu.

ARTICLE 11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

11.1 RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert par le titulaire. Les informations relatives au compte à créditer sont à reporter sur l'acte d'engagement (ATTRI 1) § B.3.

11.2 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures sont déposées sur le portail de facturation Chorus Pro.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- **Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

- **Mode service ou API (Application Programming Interface) :**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- **Mode EDI (Échange de données informatisées) :**

Envoi des factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Prérequis techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ». En cas de première mise en place de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

École Nationale de la Statistique et de l'Analyse de l'Information

Secrétariat général – gestion financière
51 rue Blaise Pascal - campus de Ker Lann
BP 37203 – 35172 BRUZ cedex

Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution du marché public, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans un nouveau délai provisoire.

Lors du dépôt de sa facture dans chorus-pro, le titulaire doit saisir les renseignements suivants :

- le destinataire est-il un service de L'État ? : cocher « oui » (si non, saisir le SIRET :.....) ;
- n° d'engagement : saisir le numéro de marché pour les factures relatives au forfait ou pour une facture relative à un bon de commande, le numéro du bon de commande (n° de 10 chiffres commençant par 14 et mentionné sur le bon de commande).

Une copie des factures sera également envoyée par voie électronique à l'adresse suivante : budget@ensai.fr

Les factures précisent :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro Siret ou Siren ;
- le code APE ;
- les références du marché ;
- les références des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- le numéro de bon de commande et les références de l'engagement juridique ;
- le libellé et le détail des prestations concernées ;
- la période facturée avec mention des dates précises de début et de fin.

Toute facture ne comportant pas les informations mentionnées ci-dessus et/ ou non accompagnées des pièces justificatives sera rejetée.

Le titulaire s'engage à signaler par écrit au pouvoir adjudicateur toute modification de ses coordonnées bancaires ou de celles de ses sous-traitants et joindra un nouveau relevé d'identité bancaire comportant le logo de la banque.

En cas de litige sur un règlement, le titulaire pourra s'adresser à Mme Géraldine JAHYNY
Courriel : geraldine.jahyny@ensai.fr- Tél 02.99.05.32.78

11.3 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture et sous réserve de présenter un service fait correspondant aux prestations réalisées.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, l'entreprise a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

ARTICLE 12. NANTISSEMENT

En cas de cession ou de nantissement de la créance résultant du présent acte dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur est habilité à délivrer l'exemplaire unique destiné à fournir aux bénéficiaires des nantissemements ou subrogation, les renseignements et états prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique.

ARTICLE 13. PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable et sont cumulables.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles.

Le montant des pénalités sera déduit de la facture présentée par le titulaire. Le montant cumulé des pénalités exigibles est plafonné à 25% du montant du marché.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'exonération des pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- en cas de non-exécution totale ou partielle des prestations par le titulaire : 150 euros,
- en cas de retard dans l'exécution des prestations : 150 euros.

Pénalités pour travail dissimulé : en application de l'article L.8222-6 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'État, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

L'ensemble des constats d'infractions adressés au titulaire sont débattus lors de réunions. Le titulaire doit apporter lors de ces réunions les éléments de réponses et/ou plan d'action pour chaque constat d'infraction.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de préciser au titulaire le manque de compétence d'un agent à son poste. Ce constat emmènera le retrait définitif de l'agent sur l'ensemble du site du pouvoir adjudicateur.

Ce constat sera établi contradictoirement avec le représentant du titulaire. Si des manquements répétés sont le fait d'un même agent, le titulaire s'engage, à retirer cet agent des prestations liées au présent marché, et ce jusqu'à l'échéance, et à le remplacer dans les plus brefs délais.

Indépendamment des pénalités prévues ci-dessus, le titulaire doit rétablir la qualité du service dans les vingt-quatre (24) heures à compter de la réception du constat établi par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14. JUSTIFICATIFS À PRODUIRE PAR LE TITULAIRE

14.1 ASSURANCE

Le titulaire devra justifier, au plus tard à la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés lors de l'exécution du présent marché.

L'attestation ainsi fournie doit justifier que le titulaire (et chacun des membres du groupement) est à jour dans ses cotisations et que la police contient les garanties en rapport avec les prestations.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques liés à l'exécution des prestations.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lui infliger une pénalité de 150 euros HT par jour calendaire de retard.

Le titulaire s'oblige à produire une copie de sa police d'assurance sous un délai de 5 jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché.

14.2 ATTESTATIONS DE RÉGULARITÉ FISCALES ET SOCIALES

Afin de prouver pendant toute la durée du marché qu'il exerce son activité en toute régularité, le titulaire doit remettre lors de la notification du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 à 5 du code du travail.

ARTICLE 15. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet des bons de commande dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer par le Genes ses conditions de paiement conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-3 du code de la commande publique.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En application de l'article R.2193-4 du code de la commande publique, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

ARTICLE 16. RÉSILIATION

16.1 CONDITIONS DE RÉSILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. En complément des causes de résiliation pour faute du titulaire défini à l'article 41 du CCAG-FCS, le marché est résilié sans préavis et aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.324-4 ou R.324-7 du code du travail.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

16.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 17. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tribunal administratif de Versailles

56, Avenue de Saint-Cloud

78011 Versailles Cedex

Téléphone : 01 39 20 54 00

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 18. DÉROGATIONS AU CCAG

Articles du CCP	Articles du CCAG-FCS
Article 13 (pénalités – plafonnement des pénalités)	Article 14

ARTICLE 19. CLAUSES TECHNIQUES

19.1 OBLIGATIONS

19.1.1 Généralités

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires dans le but d'assurer un entretien permanent des espaces verts dans le respect des règles de l'art.

Afin de prévenir tout risque d'incident, l'entreprise titulaire s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaire pour prévenir tout incident, notamment ceux liés à la circulation dans les parkings de l'école (triangle de signalisation, gilet fluo, etc.), et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour gêner le moins possible les usagers.

Il sera, en particulier, responsable des suites pouvant résulter d'éventuelles négligences. Il sera tenu de réparer ou de rembourser tout dommage causé lors de ses travaux et pour lequel sa responsabilité aura été prouvée.

Le titulaire est tenu de prévenir, pour chaque passage, le responsable technique désigné par l'Ensaï, au minimum 48 heures avant son intervention et lors de son arrivée sur le site.

19.1.2 Produits phytosanitaires

Le mode de désherbage requis pour l'ensemble des opérations courantes d'entretien des espaces verts ne recourt pas aux produits phytosanitaires, l'utilisation des techniques de désherbage mécaniques ou thermiques sera privilégiée.

L'utilisation des produits phytosanitaires est réservée à des cas exceptionnels (traitements ponctuels d'essences invasives, maladies...)

Tous les produits phytosanitaires utilisés devront être conformes à la législation en vigueur, homologués « espaces verts » et utilisés en collaboration avec les organismes qui entretiennent le campus, en raison de la présence des plans d'eau et de la mitoyenneté des terrains. La liste et les fiches de sécurité des produits phytosanitaires utilisés devront être communiquées, avant tout traitement, au responsable technique désigné par l'Ensaï.

19.1.3 Espèces invasives

Dans le cas où des stations d'espèces invasives sont identifiées sur les espaces verts de l'Ensaï, l'entreprise signalera dans les 48 heures la présence et la localisation de cette station au responsable technique de l'Ensaï. Celui-ci définira le traitement adapté pour les contrôler et/ou les détruire.

19.1.4 Traitement des déchets

Le coût d'élimination des déchets est inclus dans le marché.

L'entrepreneur précisera dans son offre les filières d'élimination et la destination prévue pour chaque type de déchet. Il recherchera une valorisation maximale des déchets produits.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, demander un ajustement du coût de l'élimination des déchets en cas de modification des tarifs de cette filière.

Il est strictement interdit de brûler des déchets sur le site (article 84 du Règlement Sanitaire Départemental).

19.2 ORGANISATION DES PRESTATIONS

19.2.1 Signalisation

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des personnes, des biens et des véhicules sur la voie de circulation privée de l'Ensaï.

Les anomalies ou accidents qui pourraient survenir lors d'un passage de l'entreprise seront signalés au pouvoir adjudicateur.

19.2.2 Personnel, matériel, fournitures

Le titulaire fournira le personnel qualifié, le matériel et toutes les fournitures nécessaires au bon déroulement des prestations du présent marché.

Le personnel du titulaire devra être en possession des certificats d'habilitations nécessaires (permis de conduire, certificat d'applicateur de produits phytosanitaires, ...) et de tous autres documents conformes à la législation en vigueur au moment des travaux.

Indépendamment des dispositions particulières imposées par le présent cahier, le matériel et les matériaux utilisés devront satisfaire aux prescriptions générales édictées par les normes françaises en vigueur. Ils seront également en bon état de fonctionnement, sans fuites et satisfaisant aux contrôles requis.

Le titulaire fournira l'ensemble de ces documents au pouvoir adjudicateur avant le démarrage des travaux afin d'établir un plan de prévention.

19.2.3 Suivi des prestations

Pendant la durée de ses interventions le titulaire devra affecter à la conduite des prestations une personne responsable et compétente.

Il sera tenu de prendre toutes dispositions en vue de permettre au responsable technique désigné par l'Ensaï d'exercer utilement et à tout moment son contrôle. Ce dernier pourra à tout moment arrêter, tout ou en partie, les prestations en cours si leur exécution ne lui paraît pas conforme aux stipulations des clauses du marché.

19.3 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

La propriété à entretenir de l'Ensaï s'étend sur une surface d'environ 22 000 m² dont 12 500 m² d'espaces verts et 4 000 m² de parkings, voiries et allées.

19.3.1 Entretien des pelouses

- La tonte :

Les pelouses seront tondues régulièrement de manière à ne jamais dépasser 8 cm de hauteur sur terrain plat ou de pente inférieure à 30% y compris le long des obstacles et autres emplacements difficiles d'accès. La surface de pelouse est estimée à 12 500 m².

La première tonte aura lieu, selon les conditions climatiques et la pousse, la dernière le plus tard possible afin que pendant l'hiver les pelouses gardent un aspect ras. Des tontes pourront être planifiées en fonction des activités de l'école.

Après chaque passage, le gazon devant constituer un tapis régulier, ne présentera ni trous, ni marques d'ondulation, ni trace de raccords, ni traces de roues des machines utilisées.

La coupe devra être franche, sans que les extrémités des feuilles soient hachées. L'affûtage des lames de tondeuse devra donc être parfaitement effectué.

Cette prestation comprend l'ébarbage des bordures, le ramassage et l'évacuation des déchets et détritiques rencontrés sur les pelouses. Les déchets de tonte projetés sur les surfaces grises devront être également ramassés.

Le type de tondeuse utilisé est laissé au choix de l'entrepreneur en fonction du résultat demandé.

- La tonte différenciée :

Afin de préserver la biodiversité, une petite partie sur les 12 500 m² de pelouse (environ 1 000 m²) sera traitée en tonte raisonnée différenciée (tonte une à deux fois par année).

Cette zone sera détaillée sur plan et visualisée lors de la visite obligatoire sur site.

- **L'entretien :**

Les découpes devront être faites au moins une fois par an en totalité, et partiellement aux endroits où il sera nécessaire, à la bêche ou à la machine : le long des bordures en ciment, des voies de circulation, des bâtiments, des dallages, des arbres des massifs d'arbustes, des haies.

Un apport organique des gazons devra être prévu au minimum une fois par an.

19.3.2 Entretien des massifs d'arbustes (arbustes isolés, plantes grimpantes et plantes vivaces, arbustes de terrasse, toit terrasse)

- **Le bêchage :**

Le prestataire procédera, une fois par an, selon les conditions climatiques, pendant la période hivernale ou printanière, au bêchage des massifs d'arbustes, sur la totalité de la superficie plantée, et pour les plantes isolées, sur une surface égale à celle du trou de plantation. Il redonnera à la surface du sol sa forme initiale et procédera en tant que de besoin au paillage des surfaces concernées.

- **Binage manuel :**

Il consiste à aérer le sol superficiellement et à enlever les plantes néfastes au bon développement des arbustes en place.

Le binage sera effectué une fois par an, au minimum, en période printanière ou estivale. Un soin particulier sera apporté lors de cette opération afin de ne pas blesser les arbustes.

Le prestataire prévoira un apport organique annuel. Les papiers et détritiques seront évacués en décharge.

- **Le désherbage :**

L'entrepreneur devra veiller au désherbage des massifs d'arbustes et faire en sorte qu'à aucun moment de l'année leur pied ne soit envahi de plantes adventices.

La prestation consiste en un traitement herbicide de prélevée à réaliser lors du bêchage hivernal, complété si nécessaire, en cours de végétation, par des traitements curatifs pour garder les massifs propres et dépourvus de toute mauvaise herbe. (paillage par exemple)

Cette opération pourra être complétée par des moyens plus respectueux de l'environnement (eau chaude, gaz...). Il en sera tenu compte au moment du choix du prestataire.

La fourniture des produits est à la charge du titulaire.

- **La taille :**

Une attention particulière sera accordée à la hauteur et la régularité de taille des arbustes.

Les tailles seront faites en respectant les formes définies par le dessin du jardin et de façon à conserver au massif son équilibre et son harmonie.

Le matériel utilisé ne devra pas occasionner un hachage de l'extrémité des rameaux.

Les arbustes et les plantes grimpantes seront taillés, soit en hiver pour les persistants et les espèces à floraison estivale ou automnale, soit après la défloraison pour les espèces fleurissant au printemps.

L'évacuation des déchets de taille doit être réalisée immédiatement après chaque intervention.

Le desserrage éventuel d'arbustes, pour une bonne aération des plantes, est compris dans la prestation et doit être soumis, au préalable, à l'avis du responsable technique désigné par l'Ensaï.

- **Les plantes vivaces, grimpantes et graminées :**

Les plantes grimpantes devront être tuteurées, palissées et taillées.

Les plantes vivaces devront être entretenues régulièrement afin de faciliter leur croissance et leur floraison.

Les graminées devront être taillées une fois par an, au printemps.

19.3.3 Entretien des haies

Les haies mitoyennes et de bocage situées en périphérie de propriété sont à prendre en compte au titre du présent cahier des charges.

- **Le bêchage :**

Le bêchage doit être exécuté en période hivernale avec découpes au bord des pelouses et allées, et en redonnant à la surface du sol sa forme initiale.

- **Le désherbage et le binage :**

Le prestataire doit veiller au désherbage des haies et faire en sorte que le pied des plantes ne soit jamais envahi de plantes adventices.

La prestation consiste en un traitement herbicide de prélevée à réaliser lors du bêchage hivernal, complété si nécessaire, en cours de végétation, par des traitements curatifs pour garder les massifs propres et dépourvus de toute mauvaise herbe.

Ceci suppose qu'au cours de l'année des binages soient réalisés régulièrement.

La fourniture des produits est à la charge du titulaire, l'usage de produits « verts » sera apprécié.

- **La taille :**

Taille des haies sur 2 ou 3 faces selon l'emplacement, 2 fois au cours de l'année :

- entre avril et juin

- entre octobre et mars

Le matériel utilisé ne devra pas occasionner un hachage de l'extrémité des rameaux.

L'évacuation des déchets et le nettoyage doivent être faits immédiatement après chaque intervention.

L'accès au compteur gaz et à la vanne pilote seront notamment préservés ainsi qu'au poteau incendie.

Tout arrachage ou abattage d'arbre ou d'arbuste devra avoir recueilli l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

19.3.4 Entretien des jardinières d'arbustes

L'entretien des jardinières d'arbustes à l'extérieur de l'école fera l'objet d'une attention toute particulière. En complément de l'aération annuelle, pendant la période de végétation, le binage sera effectué régulièrement. L'apport organique reste à l'appréciation et à la charge du titulaire du contrat. Un arrosage sera effectué à chaque passage.

19.3.5 Entretien des allées, aires de cheminement, parkings

De manière générale, toutes les aires de circulation et de stationnement seront entretenues aussi souvent que nécessaire.

Le titulaire veillera à entretenir les allées sableuses par balayage, griffage, enlèvement des mousses et les allées bitumées.

Le rechargement des espaces sablés sera envisagé en tant que de besoin.

19.3.6 Ramassage des feuilles mortes

Le prestataire devra procéder au ramassage des feuilles mortes afin de garder constamment à ces zones un aspect de propreté et afin que les gazons et les plantations soient dégagés pour éviter leur étouffement et leur détérioration.

L'entrepreneur effectuera dès que nécessaire et plusieurs fois pendant l'automne le ramassage des feuilles mortes sur l'ensemble des surfaces vertes et grises.

Le dernier ramassage sera effectué après la chute complète des feuilles. Des demandes pourront être programmées par le pouvoir adjudicateur en fonction des manifestations organisées par l'école.

Les caniveaux, rigoles d'évacuation des eaux de pluie et grilles seront nettoyés régulièrement.

Le prestataire sera tenu responsable de tous les engorgements de caniveaux consécutifs à un manque de régularité dans les interventions.

Tous les déchets rencontrés au cours du ramassage des feuilles devront être enlevés. Le chargement et l'évacuation des déchets doivent être réalisés immédiatement.

19.3.7 Entretien de la terrasse arborée

De manière générale, toutes les aires de circulation seront entretenues aussi souvent que nécessaire.

Un soin particulier sera apporté à la terrasse maçonnée par nettoyage régulier et lessivage ainsi que pour la terrasse végétalisée du 1 étage par la taille des arbustes, le désherbage, etc.

19.4 DISPOSITIONS DIVERSES

L'élagage, l'abattage et le remplacement des arbustes ou arbres défaillants, la réfection des pelouses et le paillage des massifs feront l'objet d'un devis spécifique externe au présent marché

Une visite obligatoire du site sera organisée par le pouvoir adjudicateur, sur rendez-vous.

Un plan de la zone à entretenir sera remis lors de la visite.

Au début et à l'expiration du marché, un état des lieux sera établi contradictoirement entre l'Ensai et le prestataire retenu. Le titulaire ne pourra, après validation de cet état des lieux, faire état d'erreurs ou d'omissions pour se dispenser d'exécuter les travaux mentionnés dans le présent cahier des charges.

Un état des lieux final sera également établi, au cas où des défauts seraient constatés par rapport à l'état des lieux initial, le titulaire sera tenu d'y apporter remède dans un délai de 15 jours à compter de la date de rédaction de l'état des lieux final.

Les travaux d'entretien ne doivent entraîner aucune modification du tracé initial en plan et en niveaux, des espaces verts.